

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 16 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPIT – Société Prospection Inventions Techniques

150 route de Lyon
BP 104
26 501 Bourg-Lès-Valence

Références : 20251215-RAP-DAEN1322

Code AIOT : 0006102523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement SPIT – Société Prospection Inventions Techniques implanté 150 route de Lyon, 26 501 Bourg-lès-Valence. L'inspection a été annoncée le 17/11/2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre du suivi des suites de l'inspection réalisée en novembre 2024 mais aussi dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Elle a été l'occasion de faire le point sur les prélèvements d'eau souterraine du site ainsi que sur la maîtrise des risques liés d'une part aux produits chimiques présents sur le site et d'autre part au déclenchement d'un éventuel incendie sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPIT – Société Prospection Inventions Techniques
- 150 route de Lyon BP 104 26 501 Bourg-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SPIT est une entreprise spécialisée dans la fabrication de systèmes de fixation mécanique et de perforation pour les professionnels du bâtiment et également les particuliers.

Elle possède plusieurs sites de production dans le bassin valentinois.

Le site SPIT, route de Lyon, emploie environ 170 personnes dont une soixantaine à la production, qui est organisé en 3 équipes sur 24 heures.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- REACH
- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
6	Gestion des produits.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Détection automatique d'incendie.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 > I.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 30/06/2022, article R. 511-9 et ses annexes	/	Sans objet
2	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 25	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Sécheresse – gestion économe de l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4- II & III	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Déclaration IOTA	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Gestion des produits.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	/	Sans objet
8	Gestion des produits.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	/	Sans objet
10	Détection automatique d'incendie.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 > III.	/	Sans objet
11	Contrôle de recalage.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46 > III.	/	Sans objet
12	Surveillance des émissions atmosphériques.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 45 > I.	/	Sans objet
13	Surveillance des émissions atmosphériques.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si le site est globalement géré avec sérieux, la visite du jour a permis de mettre en évidence des points d'amélioration et quelques non-conformités qui devraient être soldées rapidement. Elle aura été l'occasion de proposer d'acter les nouveaux seuils de prélèvement d'eau souterraine par le biais du projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/06/2022, article R. 511-9 et ses annexes
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : Classement des installations du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Arrêté préfectoral n°2472 du 11 juillet 1994. À l'heure actuelle, le classement ICPE du site serait le suivant : 4220-1 : Produits explosifs (stockage de) – A – 2 500 kg ; 2565-2-a : Traitement de surface – E – 26 290 l ; 2560-2 : Travail mécanique des métaux et alliages – DC – 500 kW ; 2575 : Emploi de matières abrasives – D – 40 kW ; 2561 : Production industrielle par trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages – DC – 0 kW.
Constats : La situation administrative du site, définie par l'arrêté préfectoral n°2472 du 11 juillet 1994, reste globalement à jour. Il n'y a pas eu d'évolution majeure concernant les installations correspondantes aux rubriques : <ul style="list-style-type: none">• 4220-1 : « Stockage de produits explosifs ». Quantité autorisée : 2 500 kg ;• 2565-2-a : « Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique ». Volume des bains : 26 290 litres ;• 2560-2 : « Travail mécanique des métaux et alliages ». Puissance installée 500 kW ; À l'heure actuelle, le site ne pratique plus d'activités liées à la rubrique 2561 : « Production industrielle par trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages » mais l'exploitant ne souhaite pas que cette rubrique soit supprimée au cas où cette activité soit reprise sur le site. Enfin, les évolutions de la nomenclature excluent le double classement sur les rubriques 2565, définie plus haut, et 2575 : « Emploi de matières abrasives ». Ces adaptations devront être corrigées dans le prochain arrêté préfectoral. Par ailleurs, l'exploitant fait part de réflexions en cours sur la modification de la chaîne de traitement de surface. L'inspection rappelle que si le volume des bains reste équivalent, l'exploitant devra porter la modification à la connaissance de l'inspection des installations classées. Si le volume des bains dépasse 30 m ³ , seuil IED de la rubrique 3260, il faudra alors déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale. L'inspection reste dans l'attente de ces évolutions prochaines pour proposer un nouvel arrêté cadre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 25			
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance et suivi des consommations d'eau			
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 23/06/2025			
Prescription contrôlée : <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement.</p>			
Constats : <p>Pour rappel, le puits n°1 alimente la pompe à chaleur du bâtiment industriel, les puits n°2 et n°3 alimentent en alternance le process industriel et le puits n°4 alimente les pompes à chaleur du bâtiment administratif et du restaurant administratif.</p> <p>Concernant le prélèvement d'eau souterraine, l'exploitant indique dans un premier temps que le prélèvement du puits n°4 a été nettement réduit puisque la pompe à chaleur du bâtiment administratif a été arrêté définitivement en février 2025. Le puits n'alimente plus dès lors que la pompe à chaleur du restaurant administratif. Les eaux de ce prélèvement sont intégralement réinjectées dans la nappe.</p> <p>.</p> <p>Au 30 novembre 2025, le relevé fourni par l'exploitant indique les données suivantes :</p>			
Puits	Quantité prélevée au 30/11/2025, en m ³	Quantité moyenne prélevée en m ³ par jour	Quantité moyenne prélevée en m ³ par heure
Puits n°1	168111 m ³	609 m ³ /j	25,4 m ³ /h
Puits n°2	30767 m ³	111,5 m ³ /j	4,6 m ³ /h
Puits n°3	29890 m ³	108,3 m ³ /j	4,5 m ³ /h
Puits n°4	15 624 m ³ (+1935 m ³ pour la PAC du bâtiment administratif, arrêté en février 2025)	56,6 m ³ /j	2,4 m ³ /h

En moyenne et à date, sur l'année 2025, le prélèvement moyen total, en m³/h, s'élève donc à 36,9 m³/h ce qui est conforme avec l'arrêté préfectoral.

Compte tenu de la situation de stress hydrique impactant la masse d'eau dans laquelle s'effectue le prélèvement, des évolutions sont prévues sur le site afin de mettre fin au prélèvement du puits n°1.

Les travaux doivent se dérouler en deux phases, l'une prévue au second semestre 2026, l'autre au cours de l'année 2027.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire définissant de nouveaux seuils de prélèvements prenant en compte cette temporalité est joint au présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sécheresse – gestion économe de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.

L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application « des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement ». Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.

Les niveaux de prélèvements prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau, en particulier dans les zones de répartition des eaux définies en application « de l'article R. 211-71 du code de l'environnement ».

Ils sont compatibles avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe.

Constats :

Comme indiqué dans le point de contrôle précédent, l'exploitant met en place, sous 2 ans, un nouveau système permettant de mettre fin au prélèvement alimentant la pompe à chaleur du bâtiment industriel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4- II & III
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2025
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;• les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. <p>[...]</p>
Constats : <p>Conformément à la demande réalisée suite à la dernière inspection, l'exploitant a présenté les parties annexes zoomées du schéma des réseaux global du site.</p> <p>Tous les éléments prescrits sont bien identifiés dans ces parties zoomées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration IOTA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration IOTA
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2025
Prescription contrôlée : <p>Le bénéficiaire d'une autorisation de prélèvement est tenu de respecter les dispositions et valeurs figurant dans son arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>En outre, lors de la réalisation d'un prélèvement, le bénéficiaire de l'autorisation de prélèvement ne doit en aucun cas dépasser les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature sans en avoir fait au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et avoir obtenu le récépissé de déclaration ou l'autorisation, notamment en ce qui concerne les rubriques 1.1.1.0 relative aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain permettant le prélèvement d'eau souterraine et 3.1.1.0, 3.1.2.0 relatives aux ouvrages en rivière et modifications physiques des cours d'eau.</p> <p>Toute modification notable apportée par le bénéficiaire de l'autorisation aux ouvrages ou installations de prélèvement, à leur localisation, leur mode d'exploitation, aux caractéristiques principales du prélèvement lui-même (débit, volume, période), tout changement de type de moyen de mesure ou de mode d'évaluation de celui-ci ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou de l'autorisation elle-même doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Celui-ci peut, selon les cas, prendre par arrêté préfectoral des prescriptions complémentaires ou exiger le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.</p>
Constats : <p>Suite à la précédente inspection, l'exploitant indique que le site est soumis aux rubriques suivantes de la nomenclature de la Loi sur l'eau :</p> <ul style="list-style-type: none">• 1.1.1.0 : Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau, régime de la déclaration ;• 1.1.2.0 : Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, régime de l'autorisation à l'heure actuelle, régime de la déclaration à compter du 1er janvier 2027. <p>Si la totalité du prélèvement réalisé au niveau du puits n°4 est réinjecté dans la même nappe, le débit de réinjection est inférieur à 8 m³/h et le site n'est pas classé au titre de la rubrique 5.1.1.0 : « Réinjection dans une même nappe des eaux prélevées pour la géothermie, l'exhaure des mines et carrières ou lors des travaux de génie civil ».</p> <p>Ces éléments seront pris en compte dans le futur arrêté cadre, cf point de contrôle n°1, qui sera proposé après les évolutions attendues sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des produits.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité.
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). [...]
Constats : Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a demandé à voir la fiche de données de sécurité de l'acide chlorhydrique. Cette fiche n'était pas à jour. Une première version a été fournie en date du 03/05/2014. Au cours de la visite, une seconde version disponible sur le lieu d'utilisation, au niveau de la chaîne de traitement de surface, était datée de 2018 donc non conforme au règlement REACH. Dans son courriel du 9 décembre 2025, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection la fiche de données de sécurité de l'acide chlorhydrique, mise à jour le 15 septembre 2022, conforme à la réglementation européenne. L'inspection a aussi consulté les fiches de données de sécurité des produits suivants : <ul style="list-style-type: none">• envirozin 240 purifier 1, produit par MacDermid Enthone, révisée le 3 mai 2024, conforme ;• coagulant COS 90 HP, produit par Néochimie, révisée le 1er octobre 2022, conforme également. Au cours de la visite, l'inspection a vérifié que les consignes de la rubrique 7 « manipulation et stockages » des fiches de données de sécurité sur l'« acide chlorhydrique » et sur le « envirozin 240 purifier 1 » étaient bien respectées. Ces produits étaient stockés dans les conditions prévues. Les armoires de rétention devant contenir les substances dangereuses devaient être fermées à clé. Sur les deux armoires en place, la première, contenant les produits acides, était bien fermée à clé et avec les rétentions nécessaires, la seconde, contenant les produits alcalins, n'était pas fermée à clé. <u>Non-conformité n°1 :</u> Aucun système de verrouillage n'était présent sur cette armoire lors de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 1 mois, l'exploitant met en place un système de verrouillage sur l'armoire contenant les produits alcalins.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Gestion des produits.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks.
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : Lors de l'inspection, nous avons constaté qu'il n'existe aucun suivi des stocks de produits que ce soit sous format papier ou informatique. Une commande est faite selon le niveau visuel des stocks dans les armoires. L'exploitant est malgré tout en capacité de fournir aux services d'incendie et de secours le plan de stockage des produits chimiques indiquant la nature de ces produits et la quantité maximale pouvant être présente sur site. Ce plan a été présenté en séance à l'inspection. L'inspection indique malgré tout, et l'exploitant en convient, qu'un suivi plus précis de l'état de stock pourrait être mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des produits.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Étiquetage.
Prescription contrôlée : [...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
Constats : Le fût d'acide chlorhydrique que nous avons vu dans le local de production était étiqueté de manière lisible avec toutes les mentions et pictogrammes de danger.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Détection automatique d'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie.
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins : <ul style="list-style-type: none">– dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;– dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ; Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.
Constats : L'exploitant indique que le site est couvert par un système de détection incendie qui inclus notamment le local abritant l'installation de traitement de surface. Les armoires de stockages de produits chimiques, situées à l'extérieur du bâtiment industriel, ne contiennent pas de liquides inflammables. <u>Non-conformité n°2 :</u> le dispositif de détection ne comprend aucune sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs dans le système d'aspiration. La détection active une alarme qui permet d'assurer l'alerte. Le site a établi une procédure permettant de transmettre l'alarme, en heures ouvrées (par les responsables sécurité du site) comme en heures non ouvrées (par le biais d'une société de télésurveillance à qui l'alarme est transmise). Au cours de la visite du site, l'inspection a pu constater la présence effective du réseau de détecteurs au sein de l'établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration est mise en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Détection automatique d'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 > III.
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des détecteurs incendie.
Prescription contrôlée : Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La société ARDROM est en charge du suivi du système de détection du site. La visite annuelle a été réalisée le 27 novembre 2025 et le compte-rendu de vérification périodique a été établi le 4 décembre 2025. <u>Observation n°1 :</u> Une anomalie, liée à un problème de disjoncteur différentiel, est mise en évidence qu'il conviendra de corriger rapidement. L'exploitant a présenté en séance la liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre respectant les attentes réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contrôle de recalage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage.
Prescription contrôlée : Des prélèvements et analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance (métaux et cyanures totaux) sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides. Ce laboratoire de prélèvement et d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).
Constats : L'analyse trimestrielle demandée réglementairement est confiée au laboratoire Terana Drôme qui est bien accrédité (N° 1-7302) par le COFRAC pour le prélèvement et les analyses de qualité de l'eau. Tous les paramètres analysés sont couverts par cette accréditation. Les résultats d'analyses du prélèvement réalisé le 1er septembre 2025, présentés dans le rapport en date du 20 octobre 2025, ne présentent aucune non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Surveillance des émissions atmosphériques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 45 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques.
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air porte sur : <ul style="list-style-type: none">– le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; <ul style="list-style-type: none">– les valeurs limites d'émissions. Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.
Constats : Le suivi du bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel est assuré par le service maintenance du site. L'exploitant indique qu'aucun contrôle préventif n'est réalisé sur ces équipements. Les éventuels problèmes ou dysfonctionnements sont réglés au besoin dans des délais courts de sorte que la production ne soit pas impactée. L'inspection fait remarquer à l'exploitant qu'une vérification de routine pourrait être mise en place. La vérification annuelle des performances de ces systèmes est confiée à l'APAVE. En raison d'une charge de travail trop élevée, l'APAVE a fait savoir à l'exploitant que le contrôle annuel prévu en 2025 ne serait réalisable qu'en janvier 2026. Le dernier rapport d'essai consécutif aux interventions réalisées les 28 mars 2024 et 3 avril 2024 ne relève aucun problème de performance des systèmes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Surveillance des émissions atmosphériques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques.
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.
Constats : Comme indiqué dans le point de contrôle précédent, l'APAVE n'a pas encore réalisé les mesures des concentrations des polluants dans les effluents atmosphériques. Le rapport rendu en 2024, indiquait que tous les paramètres étaient conformes. Seule la concentration en chrome VI, qui n'est pas utilisé sur le site, dépassait la valeur limite d'émission. Le rapport indique cependant qu'il ne s'agit pas d'une non-conformité mais d'un problème lié à l'analyse.
Type de suites proposées : Sans suite